

# L'improbable conclave budgétaire des présidents de parti et l'impréparation francophone pour 2029

Trends Tendances – Olivier Mouton – 29 mai 2026

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

[https://trends.levif.be/a-la-une/politique-economique/limprobable-conclave-budgetaire-des-presidents-de-parti-et-limpreparation-francophone-pour-2029/?cel\\_hash=f18f07b5a9c6d163ee5474eeb400ea0106756c4a&chts=1780075732&utm\\_source=Newsletter-20260529&utm\\_medium=Email&utm\\_campaign=Newsletter-](https://trends.levif.be/a-la-une/politique-economique/limprobable-conclave-budgetaire-des-presidents-de-parti-et-limpreparation-francophone-pour-2029/?cel_hash=f18f07b5a9c6d163ee5474eeb400ea0106756c4a&chts=1780075732&utm_source=Newsletter-20260529&utm_medium=Email&utm_campaign=Newsletter-)

Pour débloquent les discussions budgétaires et ajouter un nouveau volet à l'accord de gouvernement, Georges-Louis Bouchez propose un conclave présidentiel. L'idée choque l'économiste Bruno Colmant. Un ministre fédéral nous dit l'urgence pour les francophones de préparer 2029, mais MR et PS sont en pleine rivalité.

L'été sera chaud. Le gouvernement fédéral doit trouver **entre cinq et onze milliards**. Or, la cacophonie menace au sein de l'Arizona. Georges-Louis Bouchez, président du MR, proposait jeudi de réunir un conclave des présidents de partis dans un lieu clos, à la Dehaene.

“Je propose que l'on reparte dans un format comme celui de l'École militaire, avec les présidents de parti, disait GLB. Je me suis présenté en janvier devant le congrès de mon parti avec un accord de gouvernement. Si on doit modifier des éléments, c'est comme si on faisait un *addendum* à cet accord. **Enfermons-nous une semaine, deux semaines**, négociations et au moins tout le monde assumera les mesures. Sinon, vous aurez le cinéma habituel, des présidents de parti qui contestent l'une ou l'autre mesure.”

L'idée est à l'étude.

## “Et cela ne choque personne?”

L'économiste **Bruno Colmant exprime déjà son indignation** à l'idée de ce retour aux sources de la partitocratie.

“La Belgique gouvernée par conclave, demande-t-il ? Et cela ne choque personne que des présidents de partis pourraient se réunir en conclave pour discuter de notre avenir fiscal, social, écologique, énergétique et budgétaire? Je le rappelle: la Belgique n'est pas une démocratie de conclave. C'est une démocratie parlementaire. L'article 33 de la Constitution est limpide : « **Tous les pouvoirs émanent de la Nation.** » Et ces pouvoirs ne s'exercent que de la manière établie par la Constitution.”

“Or, poursuit Bruno Colmant, la Constitution ne connaît pas le pouvoir des présidents de partis. Elle connaît le Parlement. Elle connaît le gouvernement. Elle connaît la responsabilité des ministres devant la Chambre des représentants. Elle connaît les élus, qui, selon l'article 42, représentent la Nation, et non leur seule clientèle électorale. Le pouvoir exécutif fédéral appartient au Roi, dans les formes constitutionnelles, c'est-à-dire, en réalité politique, au

gouvernement responsable devant la Chambre. **Ce ne sont pas les présidents de partis qui gouvernent le pays.** Ils ne sont pas ministres. Ils ne répondent pas devant le Parlement. Ils ne prêtent pas serment pour exercer le pouvoir exécutif.”

## **Les francophones pas prêts**

Pourtant, les présidents de parti tirent bel et bien les ficelles du pays depuis des décennies. Au gré des turbulences budgétaires et des coalitions en notre terre de compromis. Ce sont eux, aussi, qui balisent l’avenir. bien souvent, d’une campagne électorale à une formation de gouvernement et, d’une réforme de l’État à l’autre.

“Le plus dramatique pour l’instant, **c’est la nouvelle impréparation des partis francophones à l’échéance de 2029**, nous disait cette semaine un ministre fédéral. Nous n’échapperons pas à une nouvelle réforme de l’État.” Les budgets des Régions bruxelloise et wallonne, et surtout celui de la Fédération Wallonie-Bruxelles, poseront les francophones en demandeurs.

Mais sur les réseaux sociaux et sur les plateaux, **Georges-Louis Bouchez (MR) et Paul Magnette (PS)** sont à couteaux tirés depuis des mois et guère prêts à préparer l’avenir.

Ce vendredi, encore, Paul Magnette y est allé d’une sortie virulente: “**Ils ont osé!** Aujourd’hui, le gouvernement MR/Les Engagés a choisi de couper dans les salaires et les pensions. Et pendant ce temps ? Quasi aucun effort demandé aux très grandes fortunes, aux multinationales ou aux banques, alors que le déficit de la Belgique continue de s’aggraver. C’est LEUR choix politique.”

De l’opposition classique. Mais derrière, un modèle de société qui s’affrontera violemment avec celui de la N-VA en 2029.